

## **Royaume-Uni : Brexit et conséquences**

Par Silvère Chabot, rédacteur en chef du blog [Grey Britain](#)

Nathanaël Uhl, chercheur associé à l'ACJJ

Même les bookmakers se sont trompés cette fois. Avec 1 300 000 voix de majorité et 52% des suffrages, la Grande-Bretagne a décidé de quitter l'Union européenne. Toutes les prévisions des instituts de sondage ont été déjouées. La participation très élevée n'a pas été favorable au camp du maintien. Les électeurs favorables au Brexit se sont mobilisés de manière massive. David Cameron est donc celui qui aura mis à nu les divisions béantes d'un royaume plus désuni que jamais. Le premier ministre britannique en a tiré les conséquences en annonçant sa démission, dès le 24 juin au matin. Le Scottish national party demande déjà un nouveau référendum sur l'indépendance écossaise. Enfin, et une nouvelle fois, les Britanniques ont fait un bras d'honneur à Westminster.

Six électeurs conservateurs sur dix et un électeur labour sur trois ont choisi le Brexit. L'Ecosse est la seule partie du Royaume-Uni à présenter un vote clair : l'ensemble des comtés a voté majoritairement en faveur du maintien. L'Angleterre est majoritairement favorable au Brexit mais les divisions qui lacèrent la société britannique y sont patentes : en fonction de l'âge, de la classe sociale, du niveau d'études... En Irlande du Nord, la carte des votes pour le maintien ou la sortie recoupe dramatiquement les divisions confessionnelles. Les circonscriptions industrielles du Pays-de-Galles ont déjoué les pronostics en plébiscitant la sortie. Cameron pourra longtemps repenser à la manière dont il a géré la crise de l'acier. A Sunderland, au cœur du *heartland* travailliste, le Brexit l'emporte avec 71 % des voix. Témoignage de la manière dont bon nombre de communautés, notamment dans les anciens bastions industriels, se sentent marginalisées. Elles ont donc répondu à leur manière à Westminster qu'elles accusent d'abandon.

**Le Brexit révélateur d'un royaume désuni**

Le Brexit a donc mis à nu les divisions extrêmement profondes qui écartèlent la société britannique<sup>1</sup>, une des plus inégalitaires d'Europe. La cartographie du vote « Leave » montre, de manière assez claire, que ce sont les personnes et les régions se sentant les plus fragilisées par les politiques d'austérité menées par les gouvernements britanniques successifs qui ont voté en faveur du Brexit. Les bataillons du « leave » se recrutent parmi les moins diplômés, les ouvriers et les employés, les retraités... chez ceux qui ont besoin d'une protection que le *welfare state* ne leur apporte plus. Les retraités dont le quotidien dépend de la santé des fonds de pension, par nature volatils, les moins diplômés, mal armés pour affronter l'évolution de l'économie britannique dans l'ère du digital, les ouvriers qui prennent de plein fouet la mondialisation, à l'instar des sidérurgistes de Port-Talbot au Pays-de-Galles, dont l'avenir est menacé par le dumping chinois. Ce sont eux qui ont voté en faveur de la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne.

Ces fractures de la société britannique existent depuis plus de 40 ans. Elles ont été exacerbées par le thatchérisme, entretenue par les gouvernements Blair et Brown. Jamais réparées, contrairement à ses promesses, par le premier ministre David Cameron. A n'en pas douter, une partie des électeurs britanniques a utilisé le référendum pour exprimer sa colère envers le gouvernement conservateur. Depuis plusieurs mois, il a multiplié, sous la pression d'une partie de son propre camp, les mesures impopulaires : augmentation des frais d'inscription à l'université, réforme radicale de l'aide sociale... Son engagement en faveur du maintien a motivé une partie minoritaire mais suffisamment importante pour faire basculer le vote, à utiliser le bulletin "leave" pour le sanctionner. S'exprimant sur la BBC le 24 juin au matin, Jeremy Corbyn a résumé : « *Les habitants de ce pays sont très en colère* ».

### **Rejet de l'establishment**

Les Britanniques ont plus largement sanctionné un establishment – partis politiques et presse mainstream, institutions financières et, même, syndicats - très majoritairement pro-européen. Cet establishment, au Royaume-Uni comme ailleurs, s'est révélé incapable de répondre aux questions très concrètes que se pose une partie des Britanniques. Si l'on prend l'exemple de la crise de l'acier, il faut se rappeler que le gouvernement de David Cameron s'est opposé à ce

---

<sup>1</sup> [Brexit : le référendum expose les divisions de la Grande-Bretagne au grand jour](#), blog Grey Britain, 6/06/2016

que l'Union européenne rehausse ses tarifs douaniers face à la production chinoise<sup>2</sup> en raison du fait que la Chine allait annoncer trente milliards de livres d'investissement, notamment dans la filière électrique du Royaume-Uni. C'est ce qui permet à la membre du parlement pour Hackney (Londres) et figure de la gauche du parti travailliste, Diane Abbott, de déclarer : « *Le vote du 23 juin est un hurlement contre l'establishment, contre Westminster* ».

En ce sens, le vote du 23 juin a bien plus de points communs avec le résultat des élections municipales italiennes, qui ont vu le triomphe des listes "5 étoiles", ou le succès des candidatures Bernie Sanders ou Donald Trump aux Etats-Unis qu'avec le résultat du référendum organisé en France en 2005 sur le Traité constitutionnel européen. Les directions des partis traditionnels sont rejetées, y compris par leurs propres adhérents. C'est d'ailleurs une des raisons qui expliquent pourquoi Jeremy Corbyn a été élu leader du parti travailliste avec 59,5% des voix contre 4 candidats représentant l'establishment.

Le rejet de l'immigration a certes joué un rôle dans le Brexit. A observer la recrudescence des attaques xénophobes qui ont suivi l'annonce des résultats du référendum, on ne peut évidemment pas le nier. Chacun pouvait déjà s'en rendre compte lorsque le parti europhobe et xénophobe UKIP (United Kingdom Independence Party) est devenu le premier parti du pays lors des élections européennes de 2014. Suite à cela, plutôt que de défendre une vision ouverte de l'immigration, les conservateurs ont commencé à évoquer les mouvements migratoires comme un problème, générateur de distorsions dans la répartition des richesses mais aussi de criminalité en hausse... Et le Labour a fini par embrayer le pas en inscrivant le contrôle de l'immigration dans son programme en vue des élections générales de mai 2015. Mais cet aspect est, pourtant, secondaire dans les motivations des électeurs.

### **Un système politique ébranlé**

Au sein des deux partis majeurs de la vie politique outre-Manche (le parti conservateur et le parti travailliste), le résultat du référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne a provoqué des secousses de grande ampleur. Première victime de ce qui apparaît, pour Westminster, comme un désastre, le Premier ministre David Cameron a démissionné dès l'officialisation des résultats. Quelques heures plus tard, le leader travailliste a été mis en

---

<sup>2</sup> Emmanuel Maurel : « [Des millions d'emplois industriels sont menacés à court terme par la Chine](#) », in *L'Arène nue*, 14/06/2016.

accusation par le Parliamentary Labour party, le groupe parlementaire qui est une des trois composantes organiques du parti.

David Cameron s'était catégoriquement refusé à démissionner en cas de victoire du Brexit. Il l'avait rappelé à plusieurs reprises. Mais la nature de la campagne, qui a volé très bas des deux côtés, ne laissait guère de place à un **gentlemen's agreement**. Comme dans toute guerre civile, celle qui agitait le camp conservateur n'a pas permis de compromis. Cameron en a tiré les conséquences et a présenté sa démission alors que, la veille, 86 membres tories du parlement avaient écrit un courrier assurant le leader de leur party de leur soutien en cas de victoire du camp sortiste.

Le scénario de la succession a été bousculé et aucun des scénarii prévus ne s'est réalisé. David Cameron a initialement annoncé que sa succession ferait l'objet de la conférence du parti conservateur d'octobre prochain. Les deux candidats à sa succession étaient connus. Mais Boris Johnson, qui faisait figure de grand favori pour prendre la tête des Conservateurs, ne sera finalement pas l'un d'entre eux. Le maire de Londres a été brutalement poussé sur la touche par son allié de la campagne en faveur de la sortie Michael Gove. Ce dernier, considéré comme double traître, a été puni sèchement par les membres conservateurs du parlement. Pendant un temps, la tenante du Brexit Andrea Leadsom, qui se pose en héritière de Margaret Thatcher<sup>3</sup>, a pu incarner les espoirs de la droite conservatrice et eurosceptique. Mais, finalement, sans coup férir, c'est Theresa May, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, eurosceptique qui est restée loyale à David Cameron, qui prend les clés du 10 Downing Street. Plutôt connue pour ses positions tranchées, Theresa May a réécrit le « one nation conservatism » cher à David Cameron sous la forme de la promesse d'un « pays qui ne soit pas pour une poignée de privilégiés mais pour tous ». Ce faisant, elle renvoie également à la rhétorique thatchériste, dont Cameron avait voulu faire l'inventaire. Enfin, Theresa May a confirmé que la volonté des électeurs britanniques sera respectée. Elle a souligné : « Le Brexit est le Brexit et nous allons le gagner ».

Le choix de David Cameron de remettre sa succession entre les mains de la conférence d'automne des tories ne doit rien au hasard. Le parti conservateur est toujours majoritaire à la

---

<sup>3</sup> [Tory leadership : Andrea Leadsom, en héritière de Thatcher, rêve de créer la surprise](#), in blog Grey Britain, 3 juillet 2016

chambre des Communes. Son chef est donc naturellement appelé à occuper le poste de premier ministre. En jouant la règle du légalisme de parti, il tente de préserver son image auprès des militants conservateurs et, surtout, évite de mettre en danger la majorité dont il dispose encore. Ce procédé évite en effet de passer par une élection générale dont personne ne peut prédire le résultat.

Leader du parti travailliste depuis septembre 2015, Jeremy Corbyn, pariait justement sur une élection anticipée. Or, il se retrouve lui aussi en grande difficulté. Dès les résultats définitifs connus, il a été pris pour cible par son opposition interne. Tony Blair, ancien premier ministre, a critiqué un positionnement « tiède » du Labour dans la campagne référendaire. Lord Mandelson, ancien ministre de Blair et ancien commissaire européen, a tapé plus durement encore. Il a dénoncé « l'étrange mutisme » du leader travailliste avant d'indiquer que « lorsque (Corbyn) a pris la parole, ses messages étaient assez mitigés ». Le discours critique du membre du parlement pour Islington-North sur l'Union européenne austéritaire, son refus de considérer l'immigration comme « un problème » et sa décision de ne pas partager de tribune avec David Cameron pendant la campagne sont particulièrement mis en cause par la droite travailliste.

Jeremy Corbyn a préféré ne pas répondre. Son équipe a fait circuler un argumentaire, dès les premières heures du jour, pour tenter de donner une ligne politique claire. Selon le document que s'est procuré The Spectator, les électeurs travaillistes auraient utilisé le référendum pour « virer le gouvernement conservateur » puis affirme que « Jeremy Corbyn a montré qu'il est bien plus près du centre de gravité politique britannique que n'importe quel autre responsable politique. Il est le seul à pouvoir unifier un pays divisé car il est capable de parler aux deux camps (celui du Brexit et du remain) ».

Cette feuille de route a déclenché la fureur des opposants au leader issus de l'aile gauche du Labour. Deux membres du parlement travaillistes, Margaret Hodge et Ann Coffey, ont déposé dès le lendemain du référendum une motion de défiance vis-à-vis du leader du Labour. Témoin de la crise que traverse le Labour, cette motion a été votée par 172 membres du parlement contre 40 qui soutiennent leur leader. Depuis, la confrontation s'est enlisée jusqu'à

ce qu'une nouvelle trêve<sup>4</sup> vienne marquer les rapports extrêmement tendus entre le Parliamentary Labour Party et les proches de Jeremy Corbyn. Finalement, le 10 juillet, Angela Eagle, membre démissionnaire du cabinet fantôme du parti travailliste, a déclaré sa candidature et se pose en challenger face à Corbyn. Lequel a été autorisé à se présenter automatiquement devant les adhérents en tant que leader élu par le congrès de septembre 2015. A l'heure où ces lignes sont écrites, Owen Smith, lui aussi membre démissionnaire du cabinet fantôme, se positionne en tant que candidat au leadership travailliste. Son positionnement plus marqué à gauche lui offre plus de possibilités de gagner face au leader en poste que ce que peut espérer Angela Eagle.

Enfin, dans le camp du Brexit, le leader du parti europhobe UKIP (United Kingdom Independence Party), Nigel Farage, n'a pas plus résisté que Boris Johnson à la victoire du camp sortiste. Il a démissionné de ses fonctions de leader du UKIP moins de dix jours après son « plus grand achèvement ». Les électeurs du Brexit peuvent légitimement se sentir trahis. Plus fondamentalement, les défaites ou retraits successifs des principaux ténors de la sortie trahissent le fait qu'ils ne pensaient jamais gagner. Ils ne se sont donc pas préparés à assumer les responsabilités qui incombent au vainqueur.

### **L'avenir du Royaume-Uni en questions nationales**

L'importance accordée à l'immigration par les commentateurs masque mal leur incapacité à analyser la question nationaliste en Grande-Bretagne. Les nationalistes gallois et écossais, orientés à gauche, sont porteurs d'une vision ouverte de leur espace historique, donc accueillante et inclusive. En revanche, le nationalisme anglais se nourrit d'autre chose. Depuis une trentaine d'années, nous pouvons observer le retour d'un nationalisme proprement anglais, appuyé sur la mythologie impériale. Il renvoie à une époque où, derrière la couronne britannique, l'Angleterre dirigeait la moitié du monde<sup>5</sup>. Or, l'Angleterre est la composante du Royaume-Uni qui, selon ce courant politique, a le moins bénéficié des évolutions d'un Royaume-Uni dont elle se sent ou se veut le cœur. L'Angleterre n'a pas bénéficié des

---

<sup>4</sup> [Parti travailliste : les rebelles déposent les armes après la publication du rapport Chilcot](#), in Grey Britain, 7 juillet 2016

<sup>5</sup> Silvère Chabot et Nathanaël Uhl, [Brexit or not brexit, ce que le référendum nous dit de la Grande-Bretagne...](#), Association culturelle Joseph Jacquemotte, mars 2016

transferts de pouvoir qu'ont connus, sous le mandat de Tony Blair, l'Ecosse et le Pays-de-Galles. Elle a moins bénéficié que son voisin gallois des subsides de l'Union européenne pour mener la mutation des bassins industriels sinistrés. Bref, il y a 70 ans, l'Angleterre dominait la moitié de la planète, aujourd'hui elle doit composer avec un parlement écossais et une assemblée nationale galloise. Le parti europhobe UKIP (United Kingdom independence party) s'est fait le champion de ce nationalisme étriqué et chauvin. Mais les conservateurs, notamment pendant le mandat de David Cameron, ont aussi surfé sur cette dynamique délicate. Et le calme n'est pas prêt de revenir.

Depuis la publication des résultats du référendum, le gouvernement écossais a annoncé qu'il tiendra une nouvelle consultation sur l'indépendance de l'Ecosse, après l'échec de celle de 2014. Les nationalistes gallois de Plaid Cymru demandent également un référendum sur l'indépendance du Pays-de-Galles. Mais c'est probablement en Irlande du Nord que la situation est la plus préoccupante. La cartographie des résultats du référendum sur l'Union européenne recoupe celles des ruptures confessionnelles. Le camp catholique et favorable au rattachement à la République d'Irlande s'est prononcé pour le maintien en Europe tandis que le camp protestant et lié à la Grande-Bretagne affiche son orientation en faveur du Brexit. Fort de ce constat, le Sinn Féin a déjà annoncé qu'il demandera un référendum sur le rattachement de l'Irlande du Nord à la République d'Irlande, tenant compte des résultats à Belfast et alentours. De fait, le référendum initié par Cameron pour réunifier le parti conservateur a pour effet d'écarteler les différentes composantes de la Grande-Bretagne. Alors que d'aucuns voient dans les résultats le début de l'effondrement de l'Europe, c'est le Royaume-Uni qui est au bord de l'explosion.

Les Ecosais sont ceux qui peuvent, aujourd'hui, aller le plus loin. Nicola Ferguson Sturgeon, la première ministre écossaise, et, par ailleurs, leader du Scottish National Party (nationalistes de gauche), a clairement indiqué que sa priorité est de sécuriser les liens entre l'Ecosse et l'Union européenne. Elle l'a rappelé devant le parlement écossais le mardi 28 juin dans une déclaration solennelle. Nicola Sturgeon fait actuellement le forcing, tout comme le maire de Londres, le travailliste Sadiq Khan, et le ministre en chef de Gibraltar, pour participer aux négociations, quand le futur premier ministre se décidera à activer l'article 50 du Traité de Lisbonne, qui ouvre la voie aux négociations en vue du départ. Elle estime, au vu du précédent du Groenland et des îles Feroë (qui ont obtenu de ne pas être intégrées à l'Union européenne après le « oui » des Danois lors de leur référendum), que l'Ecosse n'est pas

forcément liée par le Brexit britannique. Mercredi 29 juin, la première ministre écossaise s'est rendue à Bruxelles pour discuter directement avec les membres de la Commission européenne et le président du parlement européen, dans ce sens. Lors de sa déclaration devant le parlement, Nicola Sturgeon a clairement exprimé que l'idée d'un deuxième référendum sur l'indépendance se situe définitivement dans la perspective du maintien de l'Ecosse au sein de l'Union européenne.

Poursuivant un objectif similaire, Leanne Wood, la leader du parti nationaliste gallois Plaid Cymru, évoque la perspective d'un référendum pour l'indépendance du Pays-de-Galles dans le cadre d'une « nouvelle union de nations indépendantes travaillant ensemble pour le bien commun ». Elle n'a cependant pas précisé dans quels délais un tel référendum pourrait se tenir. Contrairement à l'Ecosse où le SNP domine nettement le paysage politique<sup>6</sup>, Plaid Cymru regagne du terrain mais, avec 21 % des suffrages, le parti est encore loin du compte. Reste donc à convaincre les Gallois. En moyenne, 10% d'entre eux sont favorables à l'indépendance alors qu'une large majorité souhaite avant tout que l'Assemblée nationale galloise obtienne plus de pouvoirs dans le cadre de la dévolution. Leanne Wood fait le pari que la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne changera les mentalités.

### **Pas de second référendum en vue**

Pour l'heure, les éléments connus écartent directement la possibilité d'une remise en cause du vote des Britanniques. Toujours locataire de Downing Street bien qu'il en soit démissionnaire, David Cameron a affirmé, dans une déclaration lundi 27 juin, qu'il n'y aurait pas de second référendum. Le leader, pour l'heure, du parti travailliste et donc de l'opposition, Jeremy Corbyn, fait partie de ceux qui demandent que l'article 50 soit activé le plus rapidement possible, en respect de la démocratie. Certes, plusieurs membres du parlement, de tous bords, se sont positionnés pour que le Parlement s'affranchisse du vote des citoyens. Ils proposent que la Chambre des Communes vote le maintien dans l'Union européenne. Si cette perspective devait se concrétiser, la crise entre l'establishment et les électeurs deviendrait paroxystique. Il faut relever que, parmi les candidats crédibles à la succession de David

---

<sup>6</sup> Lors des élections au parlement écossais, le SNP a raté la majorité absolue en voix et en sièges mais il reste très majoritaire (Lire [Ecosse : Sturgeon sans majorité face aux unionistes qui virent à droite](#), in blog Grey Britain, 12 mai 2016.

Cameron à la tête du parti conservateur et donc en tant que Premier ministre, aucun ne remettra en cause le résultat du vote du 23 juin. Le seul qui avait envisagé publiquement de le faire, l'ancien maire de Londres Boris Johnson, s'est retiré de la course au leadership conservateur.

Par ailleurs, il faut relever que l'Union européenne, que ce soit par la voix des dirigeants des institutions ou par celle des chefs d'Etat ou de gouvernement, entend ne pas traîner en besogne pour que la Grande-Bretagne quitte *effectivement* l'Union européenne. Il est à prévoir que les discussions seront tendues et que ni la Commission ni les responsables politiques européens ne feront de cadeaux au gouvernement de Londres. Leur objectif est d'éviter toute contagion. Or, déjà, l'exigence d'une consultation sur le maintien dans l'Union grandit aux Pays-Bas. Dans d'autres pays, le rejet de l'Union européenne est encore plus puissant qu'en Grande-Bretagne. Ainsi, selon un sondage récent mené sur un échantillon de 10 000 personnes dans dix pays d'Europe, la Grèce puis la France sont les deux pays les plus « europhobes » de l'Union... Pour les principaux leaders européens, dont Martin Schultz, président de l'Europarlament s'est fait le porte-parole, l'urgence est de refermer la boîte de Pandore qu'a ouverte David Cameron en initiant le référendum sur le Brexit en 2015. Pas sûr qu'il y parviendra...